

FD/CLL N° 17999
Contacts Ifop : Frédéric Dabi / Cécile Lacroix-Lanoë
Tél : 01 45 84 14 44
cecile.lacroix-lanoë@ifop.com



pour

ROBECO
The Investment Engineers

Les Français et l'inflation - Vague 6
Résultats détaillés
Septembre 2009

Sommaire

- 1 - La méthodologie.....	1
- 2 - Les principaux enseignements.....	3

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Banque Robeco
Echantillon	Échantillon de 967 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.
Dates de terrain	Les 24 et 25 septembre 2009

NB : Les rappels indiqués dans cette synthèse, sauf mention contraire, sont issus des vagues précédentes du Baromètre Ifop/Banque Robeco :

- **Vague 1 :** Enquête menée par téléphone les 3 et 5 mars 2008 auprès d'un échantillon de 955 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- **Vague 2 :** Enquête menée par téléphone du 2 au 4 juin 2008 auprès d'un échantillon de 956 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- **Vague 3 :** Enquête menée par téléphone du 8 au 10 septembre 2008 auprès d'un échantillon de 953 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- **Vague 4 :** Enquête menée par téléphone les 13 et 14 novembre 2008 auprès d'un échantillon de 957 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- **Vague 5 :** Enquête menée par téléphone les 2 et 3 avril 2009 auprès d'un échantillon de 1010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

- 2 -

Les principaux enseignements

Cette sixième vague du baromètre Ifop/Banque Robeco éclaire sur les perceptions et les anticipations des Français vis-à-vis de l'inflation dans un contexte économique bien particulier. Depuis plus d'un an désormais, la France traverse une crise économique et financière que d'aucuns n'hésitent pas à juger plus grave que celle de 1929. Celle-ci se traduit par une hausse du chômage, une baisse de la production et une augmentation des déficits publics. S'agissant de l'inflation, après une période de déflation, les prix repartent à la hausse, soutenus par l'augmentation du prix de l'énergie. Cette nouvelle vague d'enquête montre que les Français perçoivent largement ces grands phénomènes économiques.

▪ **Premier constat, malgré les messages optimistes relayés par le gouvernement et les médias, les Français demeurent très pessimistes vis-à-vis de la crise.** Le niveau d'inquiétude diminue toutefois depuis avril dernier mais demeure très élevé (81%, -7 points), 20% des personnes interrogées se déclarant même « tout à fait » inquiètes. Près de la moitié des Français (45%) n'anticipe pas d'amélioration dans la situation économique avant deux ans et 41% avant un an, notamment les catégories les plus fragiles, à savoir les moins diplômés et les foyers disposant de revenus modestes.

La lutte contre le chômage domine les attentes des Français en matière de politique économique, 74% d'entre eux estimant qu'elle devrait constituer une priorité de l'action gouvernementale (+3 points par rapport à avril). En ce contexte de montée des déficits, l'idée d'une priorisation de la réduction de la dette de l'État, bien que toujours minoritaire gagne du terrain (24%, +4 points), tout comme celle de la réduction du déficit budgétaire (16%, +2 points). **La lutte contre l'inflation, au second plan des attentes des Français, apparaît de moins en moins prioritaire (18%, -3 points).**

▪ **Les Français ont perçu la tendance à la diminution du taux d'inflation.** En moyenne, les personnes interrogées établissent ce taux sur les douze derniers mois à 8,5% contre 13,4% en avril dernier, soit le chiffre le plus bas depuis la création du Baromètre Ifop/Banque Robeco. Ce résultat reflète bien la réalité du phénomène inflationniste, jamais l'inflation n'ayant été aussi réduite depuis avril.

Les Français anticipent une diminution du taux d'inflation également dans les douze prochains mois (9,1% contre 12,1% en avril). Pour autant, l'inflation est majoritairement perçue comme un phénomène structurel et durable.

Les Français demeurent bien conscients des écarts existant entre les différentes catégories de produits. Quoiqu'appréhendée globalement, la hausse des prix parvient à être également perçue par l'opinion comme un phénomène à « géométrie variable ». Ainsi, les personnes interrogées restituent majoritairement la hausse du prix de l'essence (58%, +14 points par rapport à avril) qui s'est produite au cours des derniers mois. Bien que, pour les produits courants, la perception d'une augmentation des prix demeure majoritaire, la tendance à la diminution de l'inflation est ressentie par les personnes interrogées. Depuis le début du Baromètre Ifop/Banque Robeco, jamais le sentiment d'une augmentation des prix n'avait été aussi faible concernant l'alimentaire (77%, -17 points par rapport à novembre 2008) dont les prix ont effectivement diminué, l'immobilier (52%, -18 points) et les loisirs (52%, -20 points).

Si cette tendance baissière de l'inflation est bien restituée, en revanche, la méconnaissance du taux réel demeure. **Les Français surestiment toujours largement le taux d'inflation (8,5% perçu contre -0,2% au réel). Pas plus que lors de la vague précédente, la situation de déflation n'est perçue par les Français.** Les trois quarts d'entre eux (77%) estiment toujours que les prix ont augmenté au cours des douze derniers mois. Seuls 5% perçoivent une diminution. Relevons toutefois que la proportion de personnes jugeant que les prix sont restés identiques augmente fortement (18%, +7 points par rapport à avril, +13 points par rapport à novembre).

- Quand bien même l'enjeu a perdu en visibilité et a reculé dans la hiérarchie des attentes à l'égard des pouvoirs publics, **les Français apparaissent toujours inquiets face à l'inflation (72%)**, mais tendanciellement moins qu'en avril dernier. Résultante probable de la diminution perçue de l'inflation, ses répercussions positives sur l'économie, sur le modèle de l'« inflation positive » des années soixante-dix, n'ont jamais été aussi reconnues (39%). Néanmoins, les aspects négatifs dominent toujours dans l'opinion publique, les trois quarts (75%) des interviewés reconnaissant que l'inflation doit constituer une priorité de l'action gouvernementale.

Pour une majorité d'entre eux (59%), l'inflation constitue un phénomène qui a des répercussions sur leurs comportements. L'attitude adoptée sanctionne avant tout les dépenses, puisque 68% des personnes ayant l'intention de modifier leurs comportements envisagent de moins dépenser. L'intention de diminuer son épargne est moins répandue (44%) mais loin d'être négligeable. Naturellement, ce sont les catégories populaires qui prévoient le plus de restrictions, tant au niveau des dépenses que de l'épargne.

- **L'impact de l'inflation sur les placements suscite désormais moins d'inquiétude que lors du début de la crise.** Une courte majorité des personnes détentrices de produits financiers (51%) déclare ne pas être inquiète des conséquences de l'inflation sur ses placements (+6 points par rapport à avril).

Pour autant, les banques ne profitent pas de ce retour relatif de la confiance. Si une majorité des personnes interrogées (57%) accorde du crédit à sa banque, le système bancaire ne retrouve pas le niveau de confiance qui lui était acquis au début de la crise (66% en novembre 2008).

En outre, en s'intéressant plus précisément aux produits financiers, les doutes des Français s'affirment. Les trois quarts (73%) des personnes détenant des produits financiers, hors livrets d'épargne, déclarent ne pas avoir confiance dans l'évolution des marchés pour les prochains mois. Par ailleurs, la moitié d'entre elles (51%) juge que l'évolution des marchés financiers ne reflète pas la réalité de la situation économique.

Cécile Lacroix-Lanoë

Chargée d'études du Département Opinion et Stratégies d'entreprise

Frédéric Dabi

Directeur du Département Opinion et Stratégies d'entreprise